UNITED
NATIONS

E

Economic and Social
Council

Distr.
GENERAL

E/CN.4/2000/88/Add.1
25 January 2000

ENGLISH
Original: ENGLISH/FRENCH

COMMISSION ON HUMAN RIGHTS
Fifty-sixth session
Item 16 (b) of the provisional agenda

REPORT OF THE SUB-COMMISSION ON THE PROMOTION AND PROTECTION OF HUMAN RIGHTS

ELECTION OF MEMBERS

Note by the Secretary-General

Addendum

1. In accordance with relevant Economic and Social Council resolutions and in particular resolution 1986/35, the Commission on Human Rights, at its fifty-sixth session, is called upon to elect half of the Sub-Commission membership and the corresponding alternates, if any, in accordance with the following pattern: four members from African States; two members from Asian States; two members from Eastern European States; two members from Latin American States and three members from Western European and other States.

2. The Secretary-General, in document E/CN.4/2000/88, informed the Commission of the nominations of candidates and alternates for election to the Sub-Commission received as at 15 November 1999. That document also contained the biographical data of candidates and alternates which had been received.

3. Additional nominations and biographical data have been received since 15 November 1999.

4. The present document contains the updated list of nominations for membership of the Sub-Commission as at 25 January 2000. This document also includes biographical data received since 15 November 1999 (see annex)*.

---

* Issued in the original languages only.

5. Communications and nominations received subsequent to the date of the present document will be reproduced in further addenda.

6. The updated list of nominations as at 25 January 2000 is as follows:

African States

Nominating Member State	Expert nominated	Alternate nominated
Algeria	Ms. Leila ZERROUGUI	
Benin	Mr. Fortuné Luc Olivier GUEZO	Mr. François-Mathieu NOUDEVIWA
Egypt	Mr. Mounir ZAHRAN	
Ethiopia	Mr. Fisseha YIMER	
Madagascar	Mr. MAHAZAKA	Ms. Arlette RAMAROSON
Morocco	Ms. Halima Embarek WARZAZI	
South Africa	Mr. Jody KOLLAPEN	
Sudan	Mr. Ahmed M.O. EL MUFTI	
Tunisia	Mr. Lazhar BOUOUNY	Ms. Hamida M'RABET LABIDI

Asian States

Nominating Member State	Expert nominated	Alternate nominated
Japan	Mr. Yozo YOKOTA	Ms. Yoshiko TERAO
Lebanon	Mr. Sami A. BEKDASH	
Nepal	Mr. Kapil SHRESTHA	
Republic of Korea	Mr. Soo Gil PARK	Ms. Chin Sung CHUNG

Eastern European States

Nominating Member State	Expert nominated	Alternate nominated
Armenia	Mr. Yuri BARSEGOV	Mr. Ashot MELIK-SHAHNAZARIAN
Belarus	Mr. Stanislav OGURTSOV	
Kazakhstan	Mr. Marat SARSEMBAEV	
Romania	Ms. Iulia Antoanella MOTOC	Ms. Victoria SANDRU

Latin American States

Nominating Member State	Expert nominated	Alternate nominated
Cuba	Mr. Miguel J. ALFONSO MARTINEZ	Mr. Juan Antonio FERNANDEZ PALACIOS
Guatemala	Ms. Otilia LUX DE COTI	Ms. Juana CATINAC DE COYOY
Paraguay	Ms. Soledad VILLAGRA	
Peru	Mr. Manuel RODRIGUEZ-CUADROS	

Western European and other States

Nominating Member State	Expert nominated	Alternate nominated
Netherlands	Mr. Fried VAN HOOF	Ms. Lammy BETTEN
Norway	Mr. Asbjorn EIDE	Mr. Jan HELGESEN
Turkey	Mr. Gunduz AKTAN	Mr. Bulent MERIÇ
United States of America	Mr. David WEISSBRODT	Ms. Barbara FREY

Annexe

BIOGRAPHICAL DATA

Ms Leila ZERROUGUI (Expert)

(nominated by the Government of Algeria)

Date et lieu de naissance : 7 mars 1956 à Souk-Ahras (Algérie)

Profession : Magistrat

Grade : Présidente de Cour d'appel

Fonction actuelle : Conseiller au Cabinet du Ministre de la justice

Diplômée de l'École nationale d'administration (1980)

Magister en droit foncier et agraire à l'Université de Blida (Algérie)

Formation spécialisée sur le droit foncier, Damas, 1994

Formation spécialisée sur la coopération pénale internationale, Tokyo

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

1980-1986	Juge du siège au tribunal de Koléa Juge des mineurs Présidente de la section du statut personnel Présidente de la section pénale Juge des référés
1986-1996	Magistrat à la Cour d'appel de Blida Conseiller à la Chambre d'accusation Conseiller à la Chambre administrative Présidente de la Chambre administrative Conseiller au tribunal criminel Présidente du tribunal criminel Présidente de la chambre pénale Présidente de la chambre des mineurs
1996-1997	Présidente de la chambre administrative de la Cour d'Alger Présidente du tribunal criminel de la Cour d'appel d'Alger

1998 à ce jour	Conseiller au Cabinet du Ministre de la justice
	Membre de la Commission nationale sur la réforme de la justice
	Membre de la délégation algérienne ayant présenté le deuxième rapport périodique sur les droits civils et politiques
	Membre du groupe de travail interministériel pour la prise en charge des victimes des violences sexuelles et des enfants nés suite à un viol commis par les terroristes
	Membre du groupe de travail chargé de la préparation de l'avant-projet de loi portant création du Conseil d'État

ENSEIGNEMENT

1993-1994	Chargée de cours à l'École nationale du greffe
1995-1996	Chargée de cours à l'École nationale supérieure des cadres
1996-1997	Chargée de cours à l'Institut national de la magistrature

PUBLICATIONS

- Collaboratrice aux revues spécialisées éditées par le Ministère de la justice et par la Cour suprême
- Série d'articles sur le juge administratif, la publicité foncière et la saisie immobilière
- Collaboratrice à la revue annuelle de l'Institut national de santé publique – articles sur la protection juridique de l'enfant face à la violence

LANGUES

Arabe – français – anglais

M. Fortuné Luc Olivier GUEZO (Expert)

(Nominated by the Government of Benin)

Date de naissance : 8 août 1956

Lieu de naissance : Abomey (Bénin)

Situation familiale : Marié, 3 enfants

1982	Maîtrise en droit, Université nationale du Bénin
1985	Diplôme de formation en magistrature au Centre de formation administrative de perfectionnement (CEFAP, devenu ENA)
1988-1990	Juge d'instruction au tribunal de première instance de Ouidah Juge de la deuxième Chambre civile et de la deuxième Chambre correctionnelle
1990-1995	Procureur de la République près le tribunal de première instance de Ouidah
1995-1997	Substitut général près la Cour d'appel
1997-1998	Directeur adjoint des affaires civiles et pénales du Ministère de la justice, de la législation et des droits de l'homme
1998 à ce jour	Directeur des affaires civiles et pénales

AUTRES EXPÉRIENCES

1986-1992	Enseignement de droit à l'Université nationale du Bénin : procédure pénale et droit pénal général, droit civil : régimes matrimoniaux
1994	Stage de formation comparée à l'École nationale de la magistrature à Paris
1995	Expert des Nations Unies sur les questions des droits de l'homme
	Présentation de deux communications : Protection des personnes soumises à une forme quelconque de détention, réflexion sur les peines alternatives à l'emprisonnement
	Participation à la rédaction du projet de Code pénal béninois
1996	Membre du Conseil supérieur de la magistrature

1997	Membre de la Commission nationale chargée des réfugiés
	Membre de la Commission d'éligibilité des refugiés
	Communication à l'intention des magistrats sur les instruments nationaux et internationaux relatifs aux droits de l'homme des ministères sur la procédure d'éligibilité des réfugiés au Bénin
	Participation au séminaire de formation à l'enseignement des droits de l'homme organisé par l'École instrument de Paix
	Communication à l'intention des personnels de commandement et des cadres Entraîneur de deuxième degré de tennis de table
	Président de la Ligue départementale de tennis de table de l'Atlantique
1998	Membre de la Commission nationale de réinstallation des refugiés
	Participation au Canada au séminaire de formation des juges en charge des affaires de réfugiés
	Participe à la formation des élèves magistrats à l'ENA
	Présentation de diverses communications dans le cadre du cinquantenaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme et participation à des campagnes de sensibilisation
1999	Présentation des instruments nationaux relatifs à la protection des réfugiés aux cadres de l'administration, aux journalistes et aux représentants d'ONG oeuvrant dans le cadre des droits de l'homme
	Expert de l'OUA sur les questions du terrorisme

M. François-Mathieu NOUDEVIWA (Alternate)

(Nominated by the Government of Benin)

Date et lieu de naissance : septembre 1950 à Porto-Novo (Bénin)

Situation familiale : Marié, 4 enfants

ÉTUDES

1978-1979 :	Faculté des sciences juridiques, économiques et politiques, Abomey-Calavi : Capacité en droit et sciences économiques
1981-1984 :	Faculté des sciences juridiques, économiques et politiques, Abomey-Calavi : maîtrise ès sciences juridiques

STAGES

1973-1974 :	École normale Félicien Nadjo, Porto-Novo. Spécialité : Enseignement primaire. Certificat de fin de formation professionnelle
1986-1988 :	École nationale d'administration, Abomey-Calavi : Magistrature et carrières judiciaires : Attestation de diplôme de fin de formation (Cycle supérieur)
1997-1998 :	Centre WANAD, Cotonou : Formation en informatique

POSTES OCCUPÉS

1	École urbaine mixte Fonsaramé, Ouidah : instituteur adjoint
2	École urbaine mixte Zomai, Ouidah : instituteur adjoint
3	École de base Adjarra – Dévoukanmé, Ouidah : directeur
4	Division de district des enseignements, Cotonou : chef du personnel
5	Direction des enseignements moyens technique et professionnel, Cotonou : collaborateur du directeur
6	Parquet d'instance de Cotonou : collaborateur du Procureur de la République
7	Tribunal de première instance, Lokossa : juge du tribunal
8	Direction des affaires civiles et pénales, Cotonou : collaborateur du Directeur
9	Inspection générale des services judiciaires : collaborateur de l'Inspecteur général
10	Cour d'appel de Cotonou : Conseiller à la Cour

TÂCHES PONCTUELLES

- Membre de la Commission électorale (CENA 1995 Élections législatives)
- Membre de Commissions nationales d'enquêtes administratives sur :
  - la vérification de la gestion du Port autonome de Cotonou,

- les problèmes juridiques posés par les affaires domaniales,
- l'entreposage frauduleux de tabac italien en différents endroits du territoire,
- la vérification de la gestion administrative, financière et comptable de la Société nationale pour la commercialisation des produits pétroliers,
- la vérification de la gestion administrative, financière et comptable de la Société des ciments d'Onigbolo,
- la moralisation de la vie publique (détournements de deniers publics et mauvaise gestion des entreprises et services publics)

PUBLICATIONS RÉALISÉES

- Le principe du droit au travail au Bénin,
- Le Procureur de la République et le juge d'instruction

M. MAHAZAKA (Expert)

(Nominated by the Government of Madagascar)

Date et lieu de naissance : Vers 1947 à Marokobay-Andapa, Faritany d'Antsiranana

Situation de famille : Marié, 1 enfant

TITRES UNIVERSITAIRES ET AUTRES DIPLÔMES :

- Licence en droit privé (régime de quatre ans)
- Diplôme de l'Institut d'études judiciaires

FONCTIONS ACTUELLES :

- Directeur général des affaires judiciaires, de l'administration pénitentiaire et du contrôle du fonctionnement des juridictions au Ministère de la justice - Année 1997
- Formateur à l'École nationale de la magistrature et des greffes, Antananarivo

FONCTIONS SUCCESSIVEMENT OCCUPÉES :

- De juillet 19978 à octobre : Substitut du Procureur de la République d'Antsiranana
- D'octobre 1982 à octobre 1985 : Président de section du tribunal d'Ambanja (juge unique)
- D'octobre 1985 à mars 1992 : Président du tribunal de première instance de 2ème classe D'Antalaha et Président suppléant du Tribunal spécial économique d'Antsiranana
- De mars 1992 à mars 1996 : Président du tribunal de première instance d'Antsiranana
- De mars 1996 à octobre 1997 : Directeur des affaires judiciaires (décret 96-043 du 1er février 1996)

STAGES, FORMATIONS PROFESSIONNELLES, COLLOQUES ET SÉMINAIRES :

- Stage de perfectionnement dans le domaine des droits de l'homme organisé par le PNUD à l'Institut des droits de l'homme (quatorzième session) à Strasbourg, 1983
- Colloque international sur le droit des affaires, droit du développement, Madagascar
- Colloque international sur le pouvoir judiciaire, Madagascar
- Colloque international sur la Haute Cour constitutionnelle, Institution de la République, Madagascar
- Séminaire international sur les aspects juridiques de la privatisation organisé par l'IDLI (Institut international de droit de développement), Madagascar
- Séminaire international sur les contrats commerciaux organisé par l'IDLI (Institut international de droit de développement), Madagascar
- Formation des formateurs a l'École nationale de la magistrature de Bordeaux, 1997
- Formation sur les institutions judiciaires françaises et stage auprès des juridictions françaises et à l'École nationale de la magistrature, Bordeaux, 1998
- Représentant de Madagascar à la première session de la Commission préparatoire de la Cour pénale internationale, février 1999 à New York

- A représenté Madagascar à la troisième session de la Commission préparatoire de la Cour pénale internationale (29 novembre 1999 au 17 décembre 1999, New York)
- Titulaire du certificat de formation à l'initiation à l'Internet, 1999

LANGUES :

Français : excellent

Anglais : assez bien

Mme Arlette RAMAROSON (Alternate)

(Nominated by the Government of Madagascar)

Date et lieu de naissance : 14 août 1944 à Diégo-Suarez (Madagascar)

Situation de famille : Mariée, 4 enfants

FONCTION ACTUELLE :

Directeur des relations extérieures et des relations avec les départements ministériels, au Ministère de la justice (Magistrat)

DIPLÔMES OBTENUS :

- Baccalauréat Sciences expérimentales (mention bien)
- Diplôme d'études juridiques générales
- Licence en droit, 1973
- Concours professionnel d'entrée à la magistrature, 1974

AUTRES CERTIFICATS

- Certificat de participation à la vingt-neuvième session de l'Institut international des droits de l'homme (Strasbourg)
- Certificat de participation active du Centre des droits de l'homme pour l'enseignement des droits de l'homme à l'Université

DISTINCTIONS HONORITIQUES :

- Chevalier de l'Ordre national, 1990
- Officier de l'Ordre national, 1997

CARRIÈRE PROFESSIONNELLE

- Premier substitut du Procureur de la République de Diégo-Suarez
- Juge d'instruction et juge au Tribunal de Tananarive (1975)
- Vice-Président du Tribunal de Tananarive (1978-1989)
- Conseiller à la Cour d'appel de Tananarive
- Président de la Chambre correctionnelle de la Cour d'appel de Tananarive
- Membre élu à la formation de contrôle de la Cour suprême (1990) (Conseiller à la Cour suprême)
- Directeur des relations extérieures et des relations avec les départements ministériels au Ministère de la justice

AUTRES ACTIVITÉS

- Expert dans la rédaction de la Constitution malgache (1975)
- Fondatrice du PACWA (Panafrican Christian Women Alliance) à Madagascar et coordinatrice régionale des femmes chrétiennes des îles de l'océan Indien (Seychelles - Maurice - la Réunion) (1989)
- Membre du Conseil d'administration du Centre de redressement des jeunes filles "Ny Akany Avoko", Antananarivo (1992)
- Membre du syndicat des magistrats de Madagascar (1990)
- Membre de l'Association des femmes juristes à Madagascar
- Membre du Comité national malgache des droits de l'homme (1997)
- Membre du Comité de rédaction de l'avant-projet de décret sur la Commission nationale des droits de l'homme
- Membre du Comité préparatoire pour l'instauration d'une future cour criminelle internationale (1er au 16 décembre 1997, New York)
- Titulaire d'une attestation de fréquence sur le cours sur le renforcement de la capacité nationale dans la rédaction des rapports sur les droits de l'homme (Staff College Project, United Nations)
- Initiatrice du Groupe de travail international pour la promotion, le respect et l'effectivité des droits de l'homme à Madagascar représentant le Ministère de la justice et ce en collaboration avec les ONG nationales et internationales (UNICEF, PNUD, Médecin sans Frontières) et les ambassades (France, USA, Grande-Bretagne, Allemagne, Suisse)
- Réalisatrice des émissions-débats radiophoniques nationales sur les "droits de l'homme à Madagascar"
- Réalisatrice du projet sur l'humanisation de la détention préventive à Madagascar
- Membre de l'ONG "AMI" (Promotion des femmes Anteinoro) "Anakaviamindreny", février 1998
- Formation des formateurs dans la rédaction des rapports sur les droits de l'homme (mars 1998)
- Membre du Comité de suivi de l'application du CEDAW (mars 1998)
- Membre du Comité ad hoc chargé de l'élaboration des textes régissant le Comité de suivi de l'application de la Convention relative aux droits de l'enfant (février 1998)
- Consultante recrutée par le PNUD dans la rédaction du rapport national de suivi du Programme de Beijing
- Membre rédacteur du rapport périodique sur les droits de la femme
- Membre du Comité interministériel de la lutte contre la drogue
- Membre du Conseil d'administration de l'Office national de population (responsable du Programme national de population à Madagascar)
- Membre du Comité de pilotage du Programme de coopération Madagascar-UNICEF 1996-2000 et du Comité de préparation du Programme 2001/2003
- Chargée de cours sur les "droits de l'homme" à l'École nationale de la magistrature
- Titulaire d'un certificat de formation sur l'Internet de l'Agence des États-Unis pour le développement international (Initiative Leland)
- Membre représentant Madagascar à la cinquante-cinquième session de la Commission des droits de l'homme (1999)

- Certificat d'appréciation du Comité national malgache pour la défense des droits de l'homme pour l'initiative de célébration du 49ème anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, laquelle a été célébrée pour la première fois à Madagascar
- Membre du Comité organisateur de la célébration du 50ème anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme

PUBLICATIONS

"Historique et situation des droits de l'homme à Madagascar"

COLLOQUES

"Les entreprises en difficulté"
"La valorisation de la fonction de juger"
"Les droits de la femme malgache"
"L'esclavage et les droits de l'homme à Madagascar"
"La Bible et les droits de l'homme"

CONNAISSANCES EN LANGUES

- Anglais : bon
- Français : excellent

Mr. Jody KOLLAPEN (Expert)

(Nominated by the Government of South Africa)

Date of birth	19 May 1957
Children	Three daughters
First language	English

Education

1978	B Proc (Wits University)
1981	LLB (Wits University)
1982	Admitted as attorney of the Supreme Court of South Africa

Employment history

1973-1981	Articled Clerk (Candidate Attorney) Savage, Jooste & Adams
1982-1991	Practised as an attorney in Pretoria, initially in partnership and thereafter on own account in a general practice, in the latter years however specializing in human rights litigation which included civil litigation, challenges against security legislation and general criminal litigation with a human rights emphasis
1991	Commenced employment with Lawyers for Human Rights initially as Coordinator of the Political Prisoner Release Programme which was a programme established by Lawyers for Human Rights in conjunction with the Black Lawyers Association and the National Association of Democratic Lawyers whose aim was to provide legal assistance to prisoners in order to secure their release as political prisoners in terms of the various agreements negotiated between the Government and the African National Congress
1992	Commenced full-time employment with Lawyers for Human Rights as Director of the Panel Reform Project. This project had as its focus the provision of legal and other assistance to prisoners under sentence of death, a study of the Panel Reform system with a view to making recommendations for change, the provision of legal services to the general prison population in matters relevant to criminal appeals, assault and abuse within prison structures, etc.
1992 October	Appointed as the National Projects Director of Lawyers for Human Rights. The job description involved coordinating, planning and strategizing with the 13 project heads as well as the National Director of Lawyers for Human Rights. The project included the Applied Criminal Justice Project, the

Women's Desk, Law Reform Project, the Para-Legal Training Project, the Penal Reform Project, the Human Rights Education Project, Housing Rights Project, the Farmworkers Rights Project, Legal Training and Placement Project, the Disability Rights Unit and the Violence Monitoring and Witness Protection Project.

1995 January: Appointed National Director of Lawyers for Human Rights

1995 December: Appointed South African Human Rights Commissioner

Current duties:

National Commissioner responsible for civil/political rights. This includes:

- Oversight and monitoring of the police, courts and the penal system.
- Convenor of the Complaints Handling Committee which oversees and directs the investigation and resolution of complaints reaching the Commission, including public interest litigation.
- Other issues falling within ambit: refugees and migrants, judicial training, freedom of expression.

Other positions held:

- First Chairperson of the Laudium Residents and Ratepayers Association.
- Member of the Board of Control, Practical Law School, Pretoria.

1995-1996: Member of the National Advisory Council on Correctional Services.

Member of the Selection Panel for the appointment of members of the Truth and Reconciliation Commission.

Member of the Board of the Centre for the Study of Violence and Reconciliation (S.A.).

Member of the Board of the Legal Resources Trust (S.A.).

Member of the International Board of Article 19 (London based).

Member of the Board of the European Union Foundation for Human Rights.

International conferences attended:

Attended and delivered papers at numerous international conferences in Africa, Australia, Europe, the Middle East, England, India, Bangladesh.

Mr. Marat Aldangorovich SARSEMBAEV (Expert)

(Nominated by the Government of Kazakhstan)

Date of birth:	1947
Education:	Graduated from the University of Foreign Languages (the Faculty of English) and Kazakh State University (Law Faculty)
Law Degree:	Doctor of Science (International Law), he has defended his Doctoral thesis on International Law at the Institute of State and Law of the Russian Academy of Sciences (1994); he defended his Candidate thesis on International Law at Moscow Institute for International Relations (1978)
Academic rank:	Professor
Practical work:	8 years
Work as a teacher in a higher school:	26 years
Management Experience:	Dean of the Faculty of Law of Kazakh State University (3 years), Chief of International Law Chair of Kazakh State University (from 1990 up to present), President of the University of International Law and International Business <<Daneker>>
Lectures abroad:	He delivered lectures on International Law/Kazakhstani Law Kabul University, Afghanistan (1985-1987), Madison University, United States (1988), University of Rennes, France (1990), Indiana University, United States (1997)
Participation in international and foreign symposia:	He has taken part in symposia in Moscow (Russia), Tashkent (Uzbekistan), Ashgabat (Turkmenistan), Almaty (Kazakhstan), Hofstra near New York (United States), in United Nations seminars in Geneva (Switzerland), twice in 1999
Scientific works:	He has published more than 170 scientific works on internal and international law
Activity in professional organizations:	He is a member of the Russian Association of International Law; a member of Association of Lawyers of Asia and the Pacific, a member of the Human Rights Committee of the President of the Republic of Kazakhstan
Internships:	Moscow Institute for International Relations (1978) Moscow State University (Faculty of Law, 1984) Law School of Villanova University (Pennsylvania, United States, 1994)

Languages: Kazakh, Russian, English (fluent)

Work in the field of human rights:

1. Mr. Sarsembaev was a member of the Commission of the Supreme Soviet of Kazakhstan set up to investigate the events of December 1986, when Russian and Kazak officials ordered the repression of young men who were against the national policy of Moscow (in 1988).

2. He published articles on human rights in the following newspapers and journals: *Horizon*, Almaty, 15 December 1990; *Ogni Alatau*, Almaty, 7 June 1991; *Soviets of Kazakhstan*, 18 November 1992; *Panorama*, Almaty, 29 July 1995; *Mysl*, Almaty, 1995, No. 8 in the series *Collection of documents on refugees*, Almaty, 1998.

3. He published "Human rights" in the textbook *International Law*, Almaty, 1996.

4. Mr. Sarsembaev is the main author of the textbook for higher schools *Human Rights* which was published in Almaty in 1999 (252 pp.).

5. Mr. Sarsembaev is a member of the Committee on Human Rights under the President of the Republic of Kazakhstan. He organized a number of meetings on human rights for 5,645 schoolchildren in 120 schools of Almaty. He took part in international seminars on human rights in Astana, Almaty, Copenhagen, Bishkek and Moscow (1997-1999).

Mr. Gunduz S. AKTAN (Expert)

(Nominated by the Government of Turkey)

Born in 1941 in Safranbolu

Married, 2 children

Graduated from the Faculty of Political Sciences of Ankara University in 1962

Joined the Ministry of the Interior in 1964

Joined the Ministry of Foreign Affairs in 1967

Served at the following posts:

- Turkish Mission to the OECD, Paris, 1970-1973
- Turkish Embassy in Nairobi, 1973-1975
- Policy Planning Department, Ministry of Foreign Affairs, 1975-1977
- Turkish Mission to the United Nations, 1977-1980
- United Nations Headquarters, Director for Development and International Economic Cooperation, 1980-1981
- Director of the Gulf Department, Ministry of Foreign Affairs, 1981-1983
- Turkish Embassy in Bern, 1983-1985
- Adviser to Prime Minister Turgut Özal, 1985-1988
- Director General of European Union Department, Ministry of Foreign Affairs, 1986-1988
- Ambassador to Greece, 1988-1991
- Ambassador, Permanent Representative to the United Nations Office at Geneva, 1991-1994
- President of the Trade and Development Board, UNCTAD, 1992
- Conference on "War Crimes", one of the two negotiating group chairmen (organized by the Government of Switzerland and the International Committee of the Red Cross, Geneva), 1993-1994
- Deputy Under-Secretary for Political Affairs, 1994-1996
- Ambassador to Japan, 1996-1998 (Retired)
- Director General, TESEV (Turkish Economic and Social Studies Foundation), 1998

Foreign languages: English, French

Mr. Bulent MERIÇ (Alternate)

(Nominated by the Government of Turkey)

Born in Ankara, 22 February 1957

Marital Status: Married, two children

Education:

Ankara College - Turkey (1974)

BA in International Relations, Ankara University, Faculty of Political Science (1978)

Certificate in French Language, Centre de la Culture et des Etudes françaises, Ankara (1978)

MA in International Relations, University of Hull, Department of Social Sciences, Hull, England (1979)

Certificate in Comparative Marketing, Swedish School of Economics and Business Administration, Helsinki (1990)

Certificate in International Marketing Management, Swedish School of Economics and Business Administration, Helsinki (1991)

Professional experience:

Official, Ministry of Finance, International Economic Relations Department, International Monetary Fund Desk (1979-1980)

Third Secretary, Ministry of Foreign Affairs, Council of Europe Department (1981-1983)

Second Secretary and Chargé d'affaires, Turkish Legation, Tel Aviv (1983-1986)

First Secretary, Turkish Embassy, Tokyo (1986-1988)

Head of Section, Ministry of Foreign Affairs, Council of Europe Department (1988-1990)

First Secretary, Turkish Embassy, Helsinki (1990-1992)

Deputy to the Permanent Representative, Permanent Representation of Turkey to the Council of Europe, Strasbourg, France (1992-1994)

Head of Department, Ministry of Foreign Affairs, Council of Europe Department (1994-1996)

Councellor to the Permanent Mission of Turkey to the United Nations Office at Geneva (1996-)

Publications:

The Soviet Concept of a Collective Security System in Asia, University of Hull, 1979

A Comparative Study on Industrial Buying Behaviour in Finland and Turkey, Swedish School of Economics and Business Administration, 1991

Human Rights and National Foreign Policy Strategies, 1995 (in Turkish)

Foreign languages:

English, French, Japanese (colloquial)

- - - - -